

Compte-rendu de la conférence du CIHEAM du 29 avril 2014 organisée par l'OCMO

« La paix se construit avec la connaissance.

La Méditerranée n'est pas seulement une idée, c'est un monde »

Cosimo Lacirignola

Présentation du CIHEAM

Créé en 1962, le Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) s'est affirmé comme acteur majeur de la coopération et de la diplomatie scientifique en Méditerranée. Organisation intergouvernementale, élargie aux pays du sud et de l'est de la Méditerranée à partir des années 1980, le CIHEAM assure une mission de formation spécialisée, de recherche en réseau et d'assistance technique pour le développement. Sur le terrain politique, l'un des symboles est la réunion des ministres de l'agriculture de ses 13 Etats membres, instauré depuis 1999. La dixième réunion s'est d'ailleurs tenue à Alger en février 2014.

En 2014, le CIHEAM compte treize pays membres et travaille au service de la Méditerranée. Il produit de la connaissance qu'il adapte aux besoins des pays méditerranéens, pour apporter des formations complémentaires sur les métiers de l'agriculture, comprise dans un sens holistique, des paysages à la table. Il est présent dans le débat et dans la recherche scientifique en s'efforçant de mettre en place des réseaux d'expertise qui associe l'ensemble des compétences du Bassin méditerranéen. Il accompagne les pouvoirs publics dans leurs stratégies de développement agricole et rural. Le CIHEAM apporte aussi une aide à la décision pour les acteurs politiques comme économiques en mettant à disposition ses analyses, ses réseaux et ses techniques. La force du CIHEAM, c'est aussi sa capacité d'écoute de ses membres et de ses partenaires, participant à sa manière au dialogue interculturel dans la région et à la concertation diplomatique des Etats méditerranéens sur ces questions stratégiques de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la pêche et des territoires ruraux.

Actuellement, le CIHEAM est mobilisé sur 90 projets transnationaux, représentant un volume de financement total de 110 millions d'euros environ, et qui mobilisent près de 50 Etats, soit plus de 600 organismes et centres de recherche différents.

Coopération et diplomatie agricole en Méditerranée

Au niveau des constats, un certain nombre d'évolutions impacte le travail du CIHEAM et fragilise la sécurité alimentaire des pays du sud de la Méditerranée :

- le changement climatique présente un risque majeur pour la sécurité alimentaire en Méditerranée ;
- en ce qui concerne l'eau, on attend une diminution de 20 % des précipitations d'ici 2100. L'enjeu est alors de développer de nouveaux systèmes de production agricole économes en eau, ainsi le CIHEAM met en place avec ses partenaires des projets d'agro-écologie ;
- la question démographique est également essentielle : d'ici 2050 la population va considérablement augmenter (elle a déjà doublé entre 1980 et 2010) pour atteindre le chiffre de 250 millions d'habitants en Méditerranée et au Moyen-Orient. Ceci entraînera une nouvelle augmentation des besoins alimentaires.

Le poids de l'agriculture dans l'économie des pays du sud reste stable tandis qu'on observe une augmentation de la population rurale en Méditerranée. Le modèle de développement reste inégal entre le nord et le sud, le développement rural restant important dans cette dernière zone.

Dans ce contexte, il convient d'apporter une attention particulière à la fracture, observée à l'échelle du monde, entre ville et campagne. Comment peut-on répondre aux besoins croissants en ressources alimentaires ? Le modèle européen où l'on développe les campagnes pour nourrir les villes ne peut pas s'appliquer dans les pays méditerranéens. Ainsi, nous observons dans les sociétés actuelles une vraie prise de conscience de l'importance du rural. Afin de réduire les effets de cette fracture planétaire dans les pays méditerranéens, le CIHEAM promeut le développement rural en accompagnant des politiques plus inclusives, notamment à travers le programme européen « ENPARD » (European Neighborhood Programme for Agriculture and Rural Development).

L'agriculture familiale représente un facteur décisif du développement rural, lequel est mis à l'honneur en 2014, déclarée « année mondiale de l'agriculture familiale » par l'ONU. En Afrique du nord l'agriculture est portée essentiellement par les familles. En environnement rural, elle favorise la création d'emplois et permet la génération de revenus. La responsabilité des pouvoirs en place est grande, les politiques publiques de développement seront jugées sur la productivité, la préservation de l'environnement, la réglementation et la favorisation de l'accès à l'eau et au crédit. Le rôle de la femme est également primordial dans l'emploi agricole, notamment dans le sud, où il est la forme dominante de l'emploi féminin.

Parmi les activités sources de revenus, la pêche représente un secteur essentiel pour le dynamisme de l'économie familiale ; c'est une garantie d'emploi et de sécurité alimentaire (programme « Fish in Med »).

Ainsi, l'articulation « alimentation / énergie / eau » est au cœur des enjeux géostratégiques en Méditerranée. La croissance démographique entraîne une demande accrue en ressources alimentaires nécessitant une augmentation de la production. Ce besoin a un impact sur la consommation d'eau et d'énergie, faisant des questions environnementales une priorité. De même,

l'approvisionnement en ressources premières et leur pénurie peut être une source de conflit et de tensions sociales.

L'eau en Méditerranée est principalement utilisée à des fins agricoles, contrairement à la France, seule exception en Méditerranée avec un emploi principalement industriel de cette ressource.

Mediterra 2014

Dans le cadre de ses travaux de recherche, la plus visible des publications du CIHEAM est le rapport Mediterra. Chaque édition est réalisée en partenariat avec des institutions dont les travaux sont complémentaires à ceux du CIHEAM. Des expertises extra-méditerranéennes y sont également associées.

Le 14ème rapport Mediterra, fondé sur une expertise transdisciplinaire et plurinationale, est consacré, cette année, à la logistique et aux échanges agroalimentaires en Méditerranée. En effet, la logistique est un levier d'atténuation des dangers de la sécurité alimentaire et de développement important. Le rapport invite à réfléchir au défi logistique auquel les pays méditerranéens seront confrontés dans les prochaines années pour améliorer leur sécurité alimentaire et assurer leur développement économique.

Evolution des échanges agricoles euro-méditerranéens

C'est d'abord la dynamique des échanges agricoles de la zone Euro-Méditerranée qui est présentée. Le déficit agricole des pays arabes méditerranéens s'est accru et le sud et l'est de la Méditerranée restent dépendants des importations pour subvenir à leurs besoins alimentaires. Par ailleurs, la Politique Agricole Commune se trouve aujourd'hui face à une concurrence croissante du reste du monde en ce qui concerne le commerce avec le sud de la Méditerranée. En effet, la tendance des pays du sud est de s'adresser à d'autres régions du monde pour l'importation en agroalimentaires. Ainsi, 70 % des importations en produits agricoles des pays arabes méditerranéens ne sont pas issues de l'Union européenne ou d'autres pays méditerranéens tandis que 50% des exportations ne leur sont pas destinées. Pourtant, le potentiel économique des échanges est important, les importations de 2012 étant évaluées à 52 milliards de dollars américains.

Les BRICS jouent aujourd'hui un rôle clef en Méditerranée. Le Brésil, grande puissance agricole, a choisi de faire de l'agriculture le centre de sa stratégie diplomatique. Il voit en l'agriculture un facteur de développement, et ses exportations agricoles dans les pays arabes méditerranéens représentent plus de 5 milliards de dollars en 2011. Quant à la Russie, à titre d'exemple, 70 % des importations de blé en Egypte viennent de ce pays et elle est le premier acheteur de tomates et d'agrumes (50 % de l'export d'agrumes) du Maroc.

Pourtant il existe une complémentarité agricole à l'échelle euro-méditerranéenne à laquelle il faudrait réfléchir.

Les enjeux géopolitiques des échanges agricoles

Aujourd'hui nous constatons que de moins en moins de pays peuvent produire et exporter et qu'un nombre croissant de pays méditerranéens sont dépendants du commerce international pour nourrir leur population.

En lien avec l'objectif de sécurité alimentaire, le rapport s'intéresse ensuite au commerce de produits agricoles emblématiques de la région. Dans ces analyses sectorielles on remarque, par exemple, que la situation céréalière de la zone Afrique du Nord – Moyen-Orient révèle une pénurie d'offre par rapport à la demande de 70 Mt, se traduisant par une importation de blé et de maïs qui représente 35 % des importations mondiales de céréales. Afin d'analyser cette situation et d'étudier des solutions à cette problématique, le CIHEAM coordonne le nouveau réseau « Mediterranean Agricultural Markets Information Network » (MED-AMIN) qui se concentre, à ce stade, sur les produits céréaliers. Cette initiative a été mise en place à la suite de la demande des ministres des États membres du CIHEAM lors de leur 9^{ème} rencontre à Malte. L'idée est d'avoir une idée du bilan céréalière dans les pays sud-méditerranéens et de mettre en place un réseau favorisant le partage d'expériences entre les systèmes d'information nationaux des marchés agricoles.

La question de la logistique, des infrastructures et des transports, notamment concernant la chaîne du froid, est primordiale pour l'optimisation des cycles de production et d'exportation et touche également à l'aménagement du territoire et à plusieurs secteurs économiques des pays riverains.

Par ailleurs, la santé animale est aussi un thème qui intéresse la Méditerranée : des risques d'épizooties existent et comportent, entre autres, des impacts sanitaires, des conséquences sur les équilibres socio-économiques des pays touchés et un accroissement de l'insécurité alimentaire. Pour ces raisons, la coopération transfrontalière et multilatérale devient d'autant plus nécessaire qu'il faut contenir les perturbations sur les marchés et l'instabilité politique qui en découle. Un exemple de coopération méditerranéenne, face aux différents types de défis du secteur laitier est mis en évidence par le dispositif LACTIMED, une approche locale, intégrée et coopérative visant à renforcer la production et la distribution de produits laitiers typiques et innovants dans six pays méditerranéens.

Dans ce cadre, « produire mieux et produire plus » est un enjeu essentiel pour la sécurité alimentaire mondiale. Produire, préserver, innover et répartir : ces quatre objectifs peuvent être les composantes d'un développement durable et responsable pour la définition de l'agenda post-2015.

De la demande à l'optimisation de la production : scénarios de coopération et de développement agricole durable

Plusieurs événements font de l'année 2015 un tournant qui se veut décisif :

- le 20^{ème} anniversaire de la déclaration de Barcelone ;
- de nouvelles Institutions européennes issues des élections de mai 2014, pouvant mettre en place une nouvelle politique de voisinage ;
- une nouvelle Politique Agricole Commune ;
- un nouveau Programme de développement post-2015, faisant suite aux Objectifs du millénaire pour le développement ;
- de grands événements internationaux : l'Expo universelle 2015 à Milan, COP21 à Paris...

Améliorer la sécurité alimentaire est un enjeu fort pour le futur de la région. Ce sujet avait déjà été abordé dans le rapport *Mediterra 2008*, qui dessinait quatre scénarios (prolongement aggravé des tendances passées aggravé, neutre, amélioré avec ou sans intensification des échanges euro-méditerranéens).

Il est temps pour les pays méditerranéens de mettre l'agriculture et les échanges agricoles au centre de leurs préoccupations. Le scénario le plus favorable aujourd'hui est celui d'une relance pour l'Euro-Méditerranée en accompagnant les transitions en cours, avec une intensification des échanges internes à la région pour limiter les risques, tout en fixant comme priorités l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement des territoires ruraux

Ainsi, l'agriculture fait l'objet d'un reclassement stratégique où elle contribue au développement social (création d'emplois), économique (développement des pays et des zones rurales) et au maintien de la stabilité et de la sécurité (géopolitique locale et régionale). Autour de ces thèmes, tournent quatre facteurs : le commerce, l'environnement ; la coopération et la dimension territoriale.

Deux préconisations doivent être particulièrement prises en considération : 1) favoriser le rapprochement entre villes et zones rurales et 2) lutter contre les pertes et le gaspillage. En ce qui concerne la fracture entre villes et zones rurales, la bonne connexion entre ces deux aires est un facteur de stabilité. En effet, il ne peut pas y avoir de développement national sans développement agricole rural. Quant aux pertes et au gaspillage, leur limitation est primordiale pour contribuer à faire face à la demande croissante de produits agroalimentaires. Il faut apprendre à gérer les ressources naturelles tout en maintenant une bonne productivité. Ceci doit intervenir dans le cycle de production, de distribution et chez le consommateur.

Pour « produire plus en consommant moins » il faut utiliser nos connaissances, les partager et les optimiser. Le CIHEAM se doit de produire de la connaissance utile, innovante et capable d'aider les gouvernements et les opérateurs du développement.

Questions/Réponses

Quel est le poids des multinationales sur le marché agroalimentaire ?

Puisque le commerce est désormais mondialisé, tous les grands groupes multinationaux sont présents dans la région. Des différences de législation permettent le développement de plusieurs filières. Par exemple, dans le sud, on regarde avec attention l'étude des OGM qui sont perçus comme une réponse nécessaire à la demande croissante. Dans la filière céréalière, les grandes firmes sont très représentées : les « ABCD » (Archer Daniels Midland, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus), à elles seules, se partagent 90 % de marché des grains.

Dans un autre sens, le Qatar investit dans le *Made in Italy* alimentaire et les produits de qualité de la « diète méditerranéenne » deviennent une référence dans les pays développés. D'autres entreprises, comme Olam ou Vital, déçues par les politiques publiques en Méditerranée, investissent aujourd'hui en Afrique. Certains pays du sud de la Méditerranée peuvent servir de modèle aux réformes structurelles de l'agriculture africaine : ainsi, le Gabon a créé le *Gabon Vert*, « pilier du Gabon émergent », projet de développement du pays à faible émission de carbone sur le modèle marocain, Maroc Vert, avec un volet modernisation et un volet agriculture solidaire. La Chine est également de plus en plus présente sur le marché à travers notamment l'achat de multinationales.

Comment concilier coopération et intérêts commerciaux sans que ceux-ci prennent le dessus ?

Il s'agit d'une question de prise de conscience régionale qui implique que les régions et les Etats ne pensent pas uniquement en termes de bénéfices économiques immédiats. C'est dans ce sens que les réseaux méditerranéens dont fait partie le CIHEAM ont été créés : il y a un véritable besoin de se coordonner.

Il ne faut pas oublier que le problème principal aujourd'hui est « comment nourrir le monde ».

Y a-t-il une spéculation dans l'agroalimentaire et plus particulièrement dans le secteur céréalière ?

La spéculation a toujours lieu en présence d'une offre et d'une demande. S'ajoute dans le domaine de l'agronomie la question climatique, qui est aléatoire : la présentation d'un accident climatique engendre souvent une spéculation. Toutefois, le prix des céréales reste élevé principalement car la logistique engendre de la perte économique et matérielle. La spéculation n'est donc qu'un facteur de la hausse des prix parmi d'autres, à ne pas surestimer.

Quels sont les succès et les espoirs du CIHEAM ?

Les succès sont représentés par son réseau de recherche (plus de 1000 chercheurs), sa capacité à former des experts et des chercheurs (35 000 cadres formés depuis la création du CIHEAM, 21 masters actuellement délivrés, plus de 100 cours de formation continue), par le multiculturalisme des étudiants formés, par le budget de fonctionnement réduit et l'optimisation des dépenses. Du point de vue des programmes, plusieurs succès mais citons trois exemples. Le CIHEAM a réussi à

mettre en place un Observatoire au Liban sur le rôle de la femme rurale dans un contexte politique sensible, un réseau méditerranéen sur l'agriculture biologique (MOAN), et à faciliter l'internationalisation des appareils de recherche du Sud et de l'Est de la Méditerranée en les insérant depuis bientôt trois décennies dans les programmes scientifiques notamment de l'Union européenne. La ministérielle du CIHEAM, l'écoute et la confiance des agriculteurs et de communautés locales dans de nombreux territoires méditerranéens vulnérables sont d'autres résultats dont le CIHEAM peut être fier.

Dans le contexte méditerranéen actuel, où beaucoup de transformations se produisent, le CIHEAM va continuer sa mission en maintenant les principes fondateurs de sa philosophie d'action mais en les adaptant aux nouveaux défis régionaux. Notre organisation va donc innover sans renier son cœur d'activité et la conviction profonde que l'agriculture, la sécurité alimentaire et les territoires ruraux sont essentiels au futur de la Méditerranée.

La Méditerranée ne doit pas être une mer fermée mais une terre ouverte et un pont entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. Afin de faire de cette vision une réalité, il est essentiel de se réunir car les Méditerranéens seront plus efficaces et plus résilients en rassemblant leurs forces et leurs compétences. Il s'agit donc pour le CIHEAM de faire, dans ses domaines d'intervention, l'interface culturelle, scientifique, technique et politique entre les différentes rives de la Méditerranée.